

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

---

**Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa**



# **MEDIA MONITORING**

**29 September 2014**

---

## **Saïd Djinnit : «L'ONU encourage les Etats à respecter les constitutions»**

Source: RFI

### **Extraits d'une interview réalisée par Nicolas Champeaux**

**26 septembre 2014** - Les pays signataires de l'accord-cadre d'Addis Abeba sur la paix dans l'est de la RDC se sont vus en marge de l'assemblée générale de l'ONU à New York pour une réunion d'étape. L'ONU parraine cet accord. Nommé en juillet, Saïd Djinnit, a pris officiellement au début du mois de septembre ses fonctions d'envoyé spécial de Ban Ki-moon dans les Grands Lacs. Il a déjà mené des consultations dans sept pays concernés par le dossier des Grands Lacs.

L'Algérien Saïd Djinnit est le nouvel envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour les Grands Lacs. Avant cette nomination, il occupait les mêmes fonctions en Afrique de l'Ouest. Saïd Djinnit remplace donc Mary Robinson, l'ancienne présidente d'Irlande, qui s'occupera désormais du changement climatique.

Saïd Djinnit vient tout juste d'avoir 60 ans, mais il a une longue carrière diplomatique derrière lui. Depuis 2008, c'est en tant que représentant spécial de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest que l'Algérien s'est illustré. S'impliquant notamment dans la résolution de la crise en Guinée ou du conflit frontalier entre le Cameroun et le Nigeria. Avant l'ONU, il a été à l'Union africaine le premier Commissaire pour la paix et la sécurité de l'organisation continentale, travaillant notamment à la manière dont elle pouvait prévenir les conflits.

### **Désarmement et élections au programme**

Prévenir des conflits, c'est ce que Saïd Djinnit va devoir assurer dans ses nouvelles fonctions, parvenir à faire appliquer l'accord-cadre d'Addis-Abeba censé maintenir la paix dans l'est du Congo, encourager la mise en œuvre des déclarations de Nairobi entre la rébellion du M23 et le gouvernement. L'essentiel des troupes rebelles vit toujours à l'extérieur des frontières du Congo, en Ouganda et au Rwanda.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Le diplomate algérien devra aussi - aux côtés des autres envoyés spéciaux de la communauté internationale - obtenir le désarmement total des FDLR, les rebelles hutus rwandais d'ici la fin de l'année ou, en cas d'échec, des opérations militaires sans précédent.

Mais le plus grand défi sera sans doute d'assurer des processus électoraux pacifiques au Burundi et surtout au Rwanda et en RDC. Pays dans lesquels aux termes de leurs Constitutions respectives, les présidents Paul Kagame et Joseph Kabila ne peuvent se représenter.

## Accord-cadre : Il y a encore beaucoup à faire pour la paix dans l'Est de la RDC

Source: L'Avenir (RDC) via KongoTimes!

**26 septembre 2014** - Tous les Chefs d'État et parties signataires de l'Accord-cadre pour la paix dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) sont d'accord pour affirmer que des progrès ont été réalisés mais il y a encore beaucoup à faire, a déclaré l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, à l'issue de la quatrième réunion du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix dans l'Est de la RDC.

Lors de la réunion, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé les pays de la région des Grands Lacs à consolider les progrès accomplis. « Nous devons intensifier les efforts nationaux et régionaux, avec un soutien international, pour répondre aux causes profondes du conflit dans l'Est de la RDC. Nous devons éliminer la menace posée par les groupes armés. Nous devons accélérer la mise en œuvre des Déclarations de Naïrobi du Processus de Kampala, dont le rapatriement en RDC des anciens éléments du M23 qui sont éligibles », a dit Ban Ki-moon dans un discours lors de cette réunion. « Et nous devons continuer à bâtir la confiance entre les pays de la région. »

Il s'agissait de la quatrième réunion du Mécanisme régional de suivi (13+4) de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Elle était organisée conjointement par Ban Ki-moon et la Présidente de la Commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma. La précédente réunion s'était tenue au siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba, à la fin janvier.

### La palme d'or revient à Joseph Kabila

« Ces derniers mois, des progrès ont été faits par rapport à plusieurs des engagements énoncés dans l'Accord-cadre. Les groupes armés sont moins à même d'attaquer les civils dans l'Est de la RDC, surtout depuis la défaite de l'ancien M23, fin 2013. Les conditions de sécurité se sont ainsi améliorées dans la région », a noté le Secrétaire général.

Celui à qui revient cette palme d'or de la paix retrouvée n'est autre que Joseph Kabila, Président de la Rd Congo. Lui qui, accompagné par la Brigade spéciale d'intervention, est parvenue à débarrasser l'Est de la Rd Congo d'une importante menace que représentait les ex-

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

membres du M23. Avec l'amnistie qu'il leur a octroyée, ce mouvement rebelle n'est plus que l'ombre de lui-même et ses membres n'ont plus de raisons de demeurer indéfiniment en terres étrangères.

C'est l'ensemble de tous ces efforts dans la pacification de la partie Est du pays qui ont valu à Joseph Kabila les félicitations et les encouragements de son homologue de l'Ouganda, Yoweri Kaguta Museveni. Celui-ci a reconnu que Joseph Kabila est parvenu à faire ce qu'il n'a pas pu faire depuis plusieurs années qu'il règne en maître absolu à la tête de l'Ouganda.

En effet, grâce à la détermination de Josep Kabila, les rebelles Ougandais des ADF-NALU sont aujourd'hui en débandade et réduits à leur plus simple expression. Pour l'instant, ces rebelles, très confinés, survivent à travers des enlèvements et d'autres pillages. Attitude qui ne peut pas inquiéter les FARDC qui sont déterminées à les bouter en dehors du territoire national.

Toutefois, plusieurs groupes armés continuent leurs activités, a relevé Ban Ki-moon qui estime que les Déclarations de Nairobi du processus de Kampala ont été mises en œuvre trop lentement. Et il reste un manque de confiance entre certains pays de la région.

Ceci est tout à fait normal d'autant plus qu'à un certain moment, le Rwanda et l'Ouganda, pays très impliqués dans ce processus, ont carrément refusé de coopérer. Ils ont pour ce faire bénéficié de la mollesse de Mary Robinson, celle qui représentait Ban Ki-moon dans la région des Grands Lacs. Mais avec l'Algérien, les choses ont tendance à aboutir, à aller de l'avant pour une application complète de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba.

Il sied de souligner que le Secrétaire général de l'ONU, en dépit de ces défis, il était possible de maintenir le processus sur les rails. « Je salue le message collectif et sans équivoque adressé aux (rebelles des) FDLR leur demandant de rendre les armes volontairement avant le 2 janvier 2015 », a-t-il dit. « Je vous invite à élaborer un plan global pour traiter avec les FDLR par des moyens non militaires et, si nécessaire, par une action militaire. Nous ne devons ménager aucun effort pour mettre fin à l'instabilité qui a touché des millions de personnes et entravé le développement et la prospérité de la région depuis trop longtemps. »

Selon le Secrétaire général, « pour que les causes profondes du conflit qui déchire la RDC et la région puissent être réglées, il faut que soit réaffirmée la volonté de donner effet rapidement à tous les engagements nationaux et régionaux énoncés dans l'Accord-cadre ».

**Quid des élections à venir**

Le Secrétaire général de l'ONU a rappelé que dans les années qui viennent, des élections déterminantes se tiendront dans plusieurs pays de la région des Grands Lacs. « La culture démocratique de la région doit s'en trouver renforcée. J'espère que les pays concernés en sortiront plus forts, plus unis et plus stables », a-t-il dit.

Cet avertissement de Ban Ki-moon est arrivé à un moment indiqué, dominé ça et là par des débats sur la nécessité ou pas de réviser certaines dispositions de la constitution dans les pays concernés. Le Secrétaire général de l'ONU, en homme d'expérience, sait que des élections mal

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

organisées engendrent souvent des conflits inutiles et injustifiés. Des conflits qui sont du reste prévisibles si et seulement si tout le monde s'implique.

Mais pour la Rd Congo, même si la CENI s'attèle en vue de rendre public un calendrier global des élections, la Majorité présidentielle au pouvoir s'attèle à rencontrer le social des Congolais.

Pour ce faire, des investissements sont réalisés à la grande satisfaction de la population et le pays ressemble à un chantier. Et lorsque la question se posera, le peuple Congolais à travers le référendum populaire ne manquera pas de donner sa voix.

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, les pays signataires de l'Accord-cadre ont renouvelé leur engagement en faveur de sa mise en œuvre et réaffirmé leur respect pour la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les Etats de la région.

Le communiqué salue également « les progrès réalisés en vue de la stabilisation dans l'Est de la RDC » et félicite les forces armées de la RDC et la Brigade d'intervention de la Mission des Nations Unies (MONUSCO) « pour les efforts qu'elles ont déployés de concert afin de neutraliser certaines des forces négatives qui opèrent dans l'Est de la RDC. »

Les pays signataires de l'Accord-cadre ont encouragé les forces armées de la RDC et la Brigade d'intervention de la MONUSCO « à poursuivre leurs efforts afin de désarmer toutes les forces négatives dans l'Est de la RDC, notamment les FDLR et ADF-NALU. »

## Rwanda: UN Chief Presses Kabila on FDLR Disarmament

Source: The New Times via AllAfrica.com

**26 September 2014** - The United Nations Secretary-General Ban Ki-moon has told the Congolese President Joseph Kabila to ensure speedy disarmament of the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) militia as part of efforts to pacify his country and the region in general.

"The Secretary-General emphasised the importance of completing the disarmament of the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda, as soon as possible, noting that military action should remain an option, if necessary," a statement issued after Ban and Kabila's meeting said yesterday.

The two leaders met a day after a High-level meeting of the signatories on Peace, Security and Cooperation Framework for the DR Congo and the region repeated calls urging the militia group to surrender or face military action.

Convened on the margins of the ongoing United Nations General Assembly by Ban and the Chairperson of the African Union Commission, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, Tuesday's meeting was attended by leaders of the 12-member countries that make up International Conference on the Great Lakes Region and the Southern Africa Development Community.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

**Review meeting on ultimatum:**

The meetings come about a week to the mid-term review summit scheduled for Luanda, Angola, on October 2, to assess the progress in regards to the six-month ultimatum the FDLR was given to voluntarily surrender or face forceful disarmament.

In the two leaders' meeting, Ban welcomed the efforts of the Congolese Government to stabilise the country and work towards its development, according to the statement.

But he stressed that further structural reforms were needed, particularly in the army and governance, and highlighted the importance of regional cooperation, the statement said.

Ban welcomed the commitment of President Kabila and other leaders in the region to the Peace, Security and Cooperation Framework, as demonstrated by their participation in the 4th high-level meeting of the Regional Oversight Mechanism in New York on September 22, the statement added.

Ban and Kabila also exchanged views on the upcoming strategic review of Monusco, the United Nations Stabilisation Mission in DR Congo.

The duo agreed on the need for the DR Congo Government to work closely with the Secretary-General's Special Representative, Martin Kobler, and his Special Envoy for the Great Lakes Region, Said Djinnit.

The FDLR is made up of elements largely responsible for the 1994 Genocide against the Tutsi.

**FDLR:**

The Democratic Forces for the Liberation of Rwanda is primarily comprised of remnants of the elements responsible for the 1994 Genocide against the Tutsi in Rwanda. After the defeat of the genocidal machinery, the militia group fled into eastern DR Congo where they have been based since. From time to time, the insurgents mount attacks on Rwandans, especially on border districts such as Rubavu, killing and maiming innocent civilians.

The group claims to fight to overthrow the Kigali administration and is infamous for luring unsuspecting civilians into their rank and file, where many end up in sex slavery and child labour.

**Révision de la Constitution : le suspense persiste !**

Source: Agence d'Information d'Afrique centrale

Par Jeannot Kayuba

**27 Septembre 2014** - Après le discours du président de la République, l'opposition réitère ses craintes contre une tentative de déverrouillage de l'article 220 de la Constitution.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Le discours du président de la République, Joseph Kabila, prononcé le 26 septembre à la tribune des Nations unies n'a pas apporté une réponse au débat sur la révision de la Constitution qui divise la classe politique congolaise. Au contraire, il semble apporter de l'eau au moulin de ceux de l'opposition qui ont toujours déploré le mutisme du chef de l'État face à cette question et laisser libre court à la spéculation qui a pris en otage l'ensemble de la population congolaise.

À la veille d'une marche de l'opposition contre la révision de la Constitution, l'adresse du président de la République n'aura pas eu le mérite de calmer les ardeurs. Aux yeux des opposants, il n'a fait que conforter les craintes de tous ceux qui n'ont cessé de dénoncer une tentative de déverrouillage de l'article 220 de la loi fondamentale de la RDC par la majorité présidentielle. Ils souhaiteraient que le président Joseph Kabila se prononce de manière solennelle devant la communauté internationale sur cette question qui a transcendé la sphère nationale.

**Un non-événement**

Pour l'opposition, ce discours a été un non-événement face aux enjeux politiques de l'heure. On peut ainsi croire que chacun va continuer à camper sur sa position, l'opposition et la majorité affutant leurs stratégies pour l'assaut final prévu sans doute pendant la session budgétaire en cours. Une partie de l'opposition a déjà annoncé ses couleurs en appelant à la suspension de la participation de ses membres à la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

L'allocution du chef de l'État a été orientée sur des problèmes d'ordre international, à savoir le terrorisme, la maladie à virus Ébola et les nombreuses atteintes à la paix, phénomènes qui se manifestent présentement sur le continent africain. Visiblement, la recherche d'une solution à la maladie à virus Ébola a été le point central de ce discours, avec l'annonce de la mise en place, au mois d'octobre, « d'un centre de formation pluridisciplinaire pour former un personnel de santé à même de répondre en qualité et en quantité aux besoins des pays africains qui sont ou seraient à l'avenir touchés par ce type d'épidémie ».

**Élections confirmées**

Peut-être faut-il analyser sans passion les mots du président de la République pour connaître sa volonté de respecter la Constitution. En tout cas, pour ce qui concerne les élections, il a rassuré ses pairs des Nations unies que « toutes les dispositions sont prises pour que le pays en sorte plus apaisé, plus unis et plus fort ». « Je réaffirme la tenue prochaine des élections, conformément au calendrier arrêté par l'institution nationale compétente, à savoir la Commission électorale nationale indépendante », a-t-il dit.

Pour l'heure, les uns et les autres ne peuvent que se contenter des engagements pris par le président Joseph Kabila pour « la consolidation de la démocratie » à travers notamment la tenue prochaine des élections conformément au calendrier publié par la Céni et « le renforcement de la cohésion nationale » par la mise en place d'un nouveau gouvernement.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Désormais, tous les regards sont tournés vers le Parlement où va se jouer l'avenir de la RDC, lors de la session budgétaire en cours.

## **RDC: Manifestation contre la modification de la constitution**

Soure: AFP via Jeune Afrique

**27 septembre 2014** - Plus de deux mille personnes manifestaient samedi matin à Kinshasa contre l'intention prêtée au président Joseph Kabila de modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir.

Réunis à l'appel de plusieurs partis d'opposition, les manifestants ont quitté l'échangeur de Limete vers 11h00 (09h00 GMT). Ils - en grande majorité des hommes jeunes- défilaient dans une ambiance bon enfant aux cris de "Kabila doit partir", et devaient rallier le stade des Martyrs, dans le nord de la capitale au bout d'une marche de 5 km environ.

Dans le cortège étaient présents Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée nationale et actuel président de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) et Bruno Mavungu, secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ainsi que des représentants d'une dizaine de petits partis. L'UNC et l'UDPS sont deux des principaux partis d'opposition, représentés au Parlement.

### **"Touche pas à ma Constitution"**

L'opposition soupçonne M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, de vouloir modifier la Constitution congolaise afin de se maintenir au pouvoir au-delà de 2016, date à laquelle il doit légalement quitter la présidence. Peu de policiers étaient visibles aux abords de la manifestation.

"Touche pas à ma Constitution", "Le peuple défendra sa Constitution jusqu'au sacrifice suprême", pouvait-on lire sur des banderoles agitées au son des sifflets, des fanfares, ou de chants à la louange d'Étienne Tshisekedi, chef de l'UDPS, arrivé en deuxième position à l'élection présidentielle de 2011. L'opposition n'a jamais accepté les résultats de ce scrutin dont la communauté internationale a dénoncé les nombreuses irrégularités.

## **Climat politique : le gouvernement accusé de museler les opposants**

Source: Agence d'Information d'Afrique centrtale

Par Lucien Dianzenza

**27 Septembre 2014** - Selon l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho), le pouvoir se servirait de l'appareil judiciaire pour atteindre son objectif.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

L'Asadho a fait constater, dans un communiqué du 25 septembre, que depuis le début de la législature actuelle, tout leader de l'opposition qui mobilise la population contre un projet ou un programme de la majorité au pouvoir fait l'objet des menaces, intimidations et poursuites qui aboutissent à des condamnations judiciaires. Ce constat a amené cette ONG à accuser le gouvernement de « faire taire les opposants politiques en se servant de l'appareil judiciaire ».

Dans ce réquisitoire, l'ONG a rappelé le cas du secrétaire général de l'Union pour la Nation congolaise, le député national Jean Bertrand Ewanga, qui a été enlevé, le 5 août à trois heures du matin, à sa résidence par les éléments des Services spéciaux de la police et de l'Agence nationale de renseignements (ANR), pour être détenu « illégalement » au cachot de ce service.

Il a été reconnu à sa charge les infractions d'outrages au chef de l'État et de discrimination raciale et tribale, à la suite de ses interventions faites à l'occasion du meeting de l'opposition politique tenue à la place Sainte-Thérèse à N'djili, le 4 août. Le député national sera condamné, le 11 septembre, « à l'issue d'une procédure de flagrance au cours de laquelle ses droits fondamentaux n'étaient pas respectés par la Cour suprême de justice (CSJ) », à une peine de servitude pénale principale de douze mois fermes pour « outrage au chef de l'état ».

#### Violation des lois de la République

Selon l'Asadho, cette condamnation est en violation de la loi portant statut politique de l'opposition qui dispose, en son article 8, que « l'opposition politique a notamment le droit de critiquer l'action du gouvernement et, le cas échéant, de formuler des contres propositions... ». « Il y a lieu de relever que le cas de M. Jean Bertrand Ewanga n'est pas isolé, il s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de faire taire tout opposant politique qui ne partage pas la ligne politique de la majorité présidentielle », a soutenu cette ONG.

L'Asadho a également épinglé le cas Diomi Ndongola, qui serait également emprisonné pour son activisme politique. « À cause de son activisme au sein de ce mouvement [ la Majorité présidentielle populaire, qu'il a créée pour soutenir la prise de l'impérialisme du pouvoir par Étienne Tshisekedi], M. Eugene Diomi Ndongala sera enlevé et détenu au secret par l'ANR pendant plusieurs jours avant d'être livré à la justice au motif qu'il aurait commis l'infraction de viol sur mineures », a expliqué cette ONG. L'Asadho a noté qu'à l'issue d'un procès non équitable, sans garantie et respect des droits fondamentaux qui lui ont été reconnus par les instruments juridiques nationaux et internationaux relatifs aux droits humains, devant la CSJ, le président de la Démocratie chrétienne sera condamné, au mois de mars, à une peine de servitude pénale principale de dix ans. Cette ONG a adjoint à ces deux cas, celui du député national Mohindi Nzangi, qui a été condamné à trois ans de servitude pénale principale par la même CSJ, siégeant toujours en procédure de flagrance, au motif qu'il avait outragé le chef de l'État par le fait d'avoir critiqué la politique mise en place pour gérer la guerre à l'est du pays. « Ces arrestations et détentions illégales opérées par l'ANR et condamnations prononcées par la CSJ contre les membres de l'opposition ou contre tous ceux qui critiquent la politique des autorités congolaises ne sont pas de nature à consolider le jeu démocratique en RDC. Elles sont une atteinte à la démocratie », a noté cette ONG.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Devant ces faits, cette ONG a exhorté le président de la République à faire respecter la Constitution et les autres lois du pays, en faisant cesser toutes atteintes des autorités politiques et judiciaires aux droits reconnus à l'opposition politique; et d'accorder la grâce présidentielle à tout Congolais actuellement en détention à cause de ses opinions politiques.

Au gouvernement de la République, cette ONG a sollicité de cesser tout acte tendant à se servir de l'appareil judiciaire pour faire taire les opposants politiques ou tous autres Congolais qui critiquent la politique du gouvernement ou du président de la République. Alors qu'aux autorités judiciaires, il a été recommandé de s'opposer à l'instrumentalisation de l'appareil judiciaire par les autorités politiques et de se constituer en rempart pour la promotion et la protection de la démocratie.

## Two Rwandan military figures in court on sedition charges

source: AFP

**Kigali, 26 September 2014** - Two prominent Rwandan military figures appeared in court on Friday to plead not guilty to charges of inciting a rebellion against the central African nation's strongman, President Paul Kagame.

The arrests of the military figures, who were once close to Kagame's inner circle, has prompted speculation of a major political crisis in the country.

Former presidential guard chief and serving colonel, Tom Byabagamba, and retired brigadier-general Frank Rusagara were arrested last month and charged with inciting rebellion by "spreading rumours" and "tarnishing the image of the country and government".

According to military prosecutors, Byabagamba had attempted to turn military officials against the government, while Rusagara had been relaying "propaganda" from the dissident Rwanda National Congress (RNC), an exiled opposition group that includes several former top members of Kagame's ruling Rwandan Patriotic Front (RPF).

The prosecutor said Rusagara had been heard saying Rwanda "is a police state and a banana republic", and that he had described Kagame as a "dictator".

For his part Byabagamba had allegedly said that the FDLR, a Hutu extremist group based in Democratic Republic of Congo that includes former genocidaires, was no longer a major threat to the country.

Analysts and experts say it remains unclear whether Kagame, who has led the country since his rebel army ended a 1994 genocide by Hutu extremists, faces a serious challenge to his leadership or whether the purge is merely designed to stop any dissent in its early stages.

Critics of Kagame, however, say the arrests expose the workings of a paranoid state that is increasingly nervous over the activities of the RNC.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

A co-founder of the RNC, Rwanda's former intelligence chief Patrick Karegeya, once a comrade-in-arms of Kagame's, was murdered on New Year's Eve in Johannesburg.

## La République démocratique du Congo gèle la sortie d'enfants adoptés

**28 septembre 2014** - La République démocratique du Congo a décidé de geler la sortie d'enfants congolais adoptés par des couples étrangers, a-t-on appris de source officielle.

La Direction générale de migration (DGM) avait suspendu le 25 septembre 2013 la délivrance d'autorisations de sortie pour les enfants adoptés à l'étranger.

À l'époque, la DGM avait indiqué que cette suspension pourrait durer jusqu'à douze mois. Les autorités ont décidé le 25 septembre de la maintenir « jusqu'à nouvel ordre », a déclaré à l'AFP Robert Kumbu, conseiller politique à la DGM.

Pour les personnes qui adoptent, l'obtention ce document est la dernière formalité à remplir, à l'issue d'un long processus, pour pouvoir ramener chez eux le ou les enfants dont ils sont légalement les parents depuis plusieurs mois, à la suite d'une décision de la justice congolaise.

En 2013, la DGM avait justifié sa mesure par un souci de protection de l'enfance après avoir reçu des informations selon lesquelles des enfants congolais adoptés dans certains pays auraient été maltraités ou que des enfants auraient été transférés à des couples homosexuels.

La loi congolaise interdit l'adoption d'enfants par des couples homosexuels.

La décision de prolonger la suspension sine die a été prise parce que les enquêtes « sur la situation post-adoption des enfants congolais dans les pays d'accueil » n'ont « pas encore abouti », a affirmé M. Kumbu.

Selon une source diplomatique, une mission d'enquête comptant plusieurs représentants du gouvernement congolais qui devaient se rendre il y a quelques mois dans un pays occidental a été annulée à la dernière minute par les autorités de Kinshasa, sans véritable explication.

La suspension des autorisations de sorties pour les enfants adoptés concerne plusieurs centaines d'enfants et est vécue comme un drame par les familles concernées, condamnées à vivre séparées par plusieurs milliers de kilomètres.

Selon les derniers chiffres du gouvernement congolais, un enfant sur dix meurt avant l'âge de cinq ans en RDC.

Depuis un an, quelques dizaines d'enfants ont pu obtenir l'autorisation de sortie, et rejoindre leurs familles adoptives, à la suite de dérogations accordées après des tractations diplomatiques.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Les enfants congolais adoptés à l'étranger le sont principalement par des familles américaines, belges, canadiennes, françaises et italiennes.

## Cadavres sur le lac Rweru : trois ONG, dont la FIDH, soupçonnent Kigali

Source: APA

**27 septembre 2014** - Trois organisations, dont la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH, basée à Paris), indiquent dans un communiqué reçu samedi à APA, qu'elles suspectent Kigali d'avoir joué un rôle dans le meurtre de personnes dont les corps ont été retrouvés depuis juillet dernier flottant sur le lac Rweru à la frontière entre le Rwanda et le Rwanda.

Les deux autres signataires du communiqué sont la Ligue des droits de l'homme dans la région des Grands lacs (LDGL) qui a son siège à Kigali et la Ligue burundaise des droits de l'homme, Iteka.

Dans leur communiqué publié simultanément à Kigali, Bujumbura et Nairobi (Kenya), les trois ONG demandent par ailleurs la mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante.

Officiellement, six cadavres — quatre mi-août puis deux autres en septembre — ont été retrouvés ligotés dans des sacs de jute apparus dans le lac Rweru, à 270 kilomètres au nord-ouest de la capitale burundaise Bujumbura, après avoir descendu la rivière Nyabarongo-Akagera, qui prend sa source au Rwanda. Mais sur place, les pêcheurs affirment avoir vu passer des dizaines de corps.

Une commission d'enquête mixte burundo-rwandaise a été mise en place pour déterminer l'origine des cadavres, mais l'affaire embarrasse les deux pays des Grands Lacs et aucune investigation sérieuse n'a jusqu'ici été menée. Les corps n'ont pas été autopsiés, ce qui n'empêche pas Kigali d'affirmer que les morts ne sont pas Rwandais et Bujumbura qu'ils ne sont pas Burundais.

“Des témoins au Rwanda ont affirmé avoir vu des corps dériver sur la rivière Akagera ce qui renforcerait les présomptions que les corps viendraient du Rwanda. Sans que l'on puisse lier ces phénomènes entre eux à ce stade, la découverte de ces corps intervient à un moment où l'on enregistre une multiplication des disparitions au Rwanda », déclare, dans le communiqué conjoint, Cyriaque Ndayisenga, président de la LDGL.

“Selon les informations reçues par nos organisations, des dizaines de personnes auraient disparu au Rwanda depuis le mois de mars 2014. Certaines personnes ont été arrêtées et font aujourd'hui l'objet de poursuites judiciaires tandis que d'autres sont toujours portées disparues”, poursuit le texte.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Pour le président de la FIDH, Drissa Traoré, également cité par le communiqué, il faut «une enquête indépendante par une commission internationale permettant de faire la lumière sur l'identité et l'origine des victimes et d'identifier les auteurs de ce qui semble être des exécutions».

«La commission d'enquête internationale devra comporter des experts légistes qui seront en mesure d'établir de façon indépendante l'identité et l'origine de ces corps », a renchéri Anschaire Nikoyagize, président de la ligue Iteka.

Dans un communiqué reçu vendredi à APA, le département d'Etat américain a appelé le Burundi et le Rwanda à mener d'urgence «des enquêtes impartiales, avec le concours d'experts légistes internationaux ».

## Kenya President Calls on South Sudan Leaders to Make Peace

Source: VoA

**25 September, 2014** - Kenyan President Uhuru Kenyatta called in a speech to the United Nations General Assembly for the leaders on both sides of the conflict in South Sudan to "demonstrate determined and enlightened leadership and make peace without delay."

"Such action will save the people of this nation enormous suffering and offer hope for a better future," he said.

Kenyatta also urged the international community to do more to help end the conflict in South Sudan.

"We cannot let this young nation and its people down," Kenyatta said in his speech to the annual gathering of heads of state and government.

"At this assembly, I make a special plea for South Sudan, for no nation has over the years suffered as much neglect from the international community," Kenyatta said.

At least 10,000 people have been killed in nine months of fighting in South Sudan, and 1.8 million have been uprooted from their homes, including over 450,000 people who have fled to neighboring countries. Kenya is hosting around 44,000 refugees from South Sudan, according to the U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR).

South Sudanese President Salva Kiir is due to address the U.N. General Assembly on Saturday.

## Ban Ki-moon on South Sudan: 'The country is failing'

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Source: Radio Tamazuj

**New York, 25 September 2014** - Ban Ki-moon, the Secretary-General of the United Nations, told a high-level diplomatic meeting in New York on Thursday that the country is 'failing.'

"South Sudan has fertile land and valuable reserves of oil. It has a potentially vibrant economy. But instead of thriving, the country is failing," he said.

Ban said he has urged South Sudanese leaders to reach a peace agreement, adding, "The international community must remain committed to impose punitive measures on those responsible for the violence and impeding the peace process."

He also said that "the leaders of South Sudan" are responsible for having "opened the wounds that have caused so much suffering."

The UN Secretary-General stated that those responsible for atrocities must face justice "through a mechanism that meets international standards."

He said that he opposes a declaration of amnesty for anyone responsible for killing innocent civilians, as called for by Cabinet Minister Martin Elia.

## **China to send 700 troops to South Sudan UN mission**

Source: World Bulletin/News Desk

The troops will assist the U.N. with protecting citizens and humanitarian workers and in other security-related activities in the newly independent country, said Defence Ministry spokesman Geng Yansheng.

25 September 2014 - China said on Thursday it will send 700 troops to join a U.N. peacekeeping mission in South Sudan, where fighting has threatened Beijing's oil investments.

The troops will assist the U.N. with protecting citizens and humanitarian workers and in other security-related activities in the newly independent country, said Defence Ministry spokesman Geng Yansheng in a statement.

The location of the troops and the timing of the deployment were still being negotiated, the statement said.

U.N. officials have previously said it would be the first time China had contributed a battalion to a U.N. peacekeeping mission. Last year China sent a smaller "protection unit" to join a U.N. mission in Mali.

China has more than 1,800 peacekeepers in Africa, China's Foreign Ministry said earlier this month.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

China has played an unusually active diplomatic role in South Sudan.

About five percent of China's oil imports came from South Sudan when it was pumping at full tilt. The state firm China National Petroleum Corp. has a 40 percent stake in a joint venture developing the fields.

The nine-month-old rebellion in South Sudan threatens Beijing's oil investments. Chinese officials have worked with Western diplomats to help regional African mediators push for a halt to the fighting.

## South Sudan Deploys Troops along Border with Sudan

Source: Sudan Tribune via AllAfrica.com

**Juba, 25 September 2014** - South Sudan army said it has deployed battalion of troops along its border with Sudan following repeated rebels raids on its territory.

The move, army spokesperson Col. Philip Aguer said, comes in wake of a series of attacks by rebels who allegedly plan and execute their activities from its northern neighbor.

"The SPLA had deployed troops at the borders between South Sudan and Sudan following the attempt by the rebels to capture Renk and to advance to oil fields," Aguer told reporters Thursday.

He said they received reports that Sudan was disarming rebels that fled after losing battle for control of Renk in Upper Nile state, but insisted on confirming this.

Sudan and South Sudan currently share one of the longest borders, which are yet to be demarcated. Already, an African Union High Level Implementation Panel led by former South African, president Thabo Mbeki is mediating between the two nations on several unresolved issues.

The SPLA on Sunday paraded alleged war captives on the state-run South Sudan Television (SSTV), claiming that the prisoners were captured during recent clashes in Upper Nile state between government forces and the rebels.

Aguer claimed the rebel fighters were given a Sudanese flag to hoist it in the event of decisive rebel gains in the area.

Video footage of the three captives dressed in Sudanese military uniforms was also broadcast.

However, James Gatdek Dak, the spokesperson for rebel leader Riek Machar's dismissed the episode saying it was concocted and designed to smear the good name and objectives of the SPLM-in-Opposition.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

"This is a desperate negative propaganda by the enemies of peace. It is an attempt concocted and designed to try to smear the name of the SPLM [in opposition] and its objectives," Dak said on Tuesday in response to the allegations.

Dak further said the allegations aimed to mislead and rally the South Sudanese public and the international community against the cause of the freedom fighters.

Thousand have been killed and about 1.3 million people displaced by the conflict that has raged on in the country since mid-December last year. In the meantime, efforts to amicably resolve the conflict through peace talks continue to move at a very slow pace.

The United States and European Union have already imposed sanctions on senior military officials from the two warring sides for obstructing the ongoing peace process.

## 10 Suspects Charged in Uganda over Al-Shabab Ties

Source: Associated Press

By Rodney Muhumuza

**Kampala, 24 September 2014** - Ugandan authorities on Wednesday charged 10 suspects of Somali origin with terror-related offenses following their arrest in a raid on a suspected al-Shabab cell in this East African country.

The terror suspects — including two women — appeared in a court in the Ugandan capital of Kampala, charged with belonging to a terrorist group as well as aiding terror activities. Nine of them are Somali nationals and one is Kenyan.

Prosecutors say the suspects belong to the al-Qaida-linked Somali militant group al-Shabab, which in 2010 claimed responsibility for bomb attacks that killed at least 76 people watching a soccer World Cup final on giant screens in Kampala. They are accused of being active members of al-Shabab since 2010.

Uganda, which has troops fighting al-Shabab in Somalia, has been on alert amid concerns al-Shabab is plotting an attack similar to the deadly assault on a mall in Kenya a year ago.

Uganda's security forces on Sept. 13 raided at least two locations deep inside a Kampala slum, saying the operation was to bust an al-Shabab cell that plotted attacks in Kampala. Following the operation, the U.S. Embassy in Uganda, which had urged U.S. citizens to stay indoors while the operation unfolded, reported that a terror attack had been disrupted.

Kenya, Uganda, Ethiopia, Djibouti and Sierra Leone have deployed troops to Somalia as part of an African Union force bolstering the country's weak government against al-Shabab's insurgency. The African Union troops pushed al-Shabab out of the capital, Mogadishu, in 2011. A similar offensive is under way to oust the militants from their remaining strongholds in

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

southern Somalia, where a U.S. airstrike killed al-Shabab's former spiritual leader earlier this month.